

## Naissance d'une nation: les personnes déplacées de l'après-guerre, 1945-1951

In: Genèses, 38, 2000. pp. 56-78.

---

Citer ce document / Cite this document :

Cohen Daniel G. Naissance d'une nation: les personnes déplacées de l'après-guerre, 1945-1951. In: Genèses, 38, 2000. pp. 56-78.

doi : 10.3406/genes.2000.1608

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes\\_1155-3219\\_2000\\_num\\_38\\_1\\_1608](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_2000_num_38_1_1608)

---

## Abstract

Birth of a Nation: Displaced Persons in the Post-War Period, 1945-1951 When the Second World War came to an end, seven million refugees and displaced persons from Eastern Europe were in Germany and were mainly grouped together in the American and British zones. Despite considerable efforts on the part of the Allies to encourage the refugees to return to their homelands, there were still a million "definitive refugees" in 1947. This article retraces the gradual transformation this heterogeneous mass of (Poles, Jews, Baltic people) into homogeneous people, unified by the name and status of "displaced person". Two organisations were involved in: defining and organising the DPs into an "autonomous people": UNRRA (1943- 1947) and the International Refugee Organisation (1947-1951), mandated by the United Nations. It is mainly through : the unifying practices of the IRO that the refugees became a coherent group. Their uniform techniques of filtering (sorting out "real" refugees from "fake" ones on a case-by-case basis) made it possible to produce, standard corresponding exactly to the selection criteria set up by the Western Allies. The refugee people was also formed by the intense degree of statistical investigation conducted by the IRO. Finally, the DPs shared a common material situation, focused on the extra-territorial world of the "DP camp". The post-war refugees were therefore the subject of selection and aid practices which have since shifted to contemporary administration of political asylum in Europe.

## Résumé

■ Daniel G. Cohen: Naissance d'une nation: les personnes déplacées de l'après-guerre, 1945-1951 - Au lendemain du second conflit mondial, sept millions de réfugiés et déplacés naires d'Europe de l'Est se trouvaient en Allemagne et étaient principalement regroupés dans les zones américaines et britanniques. Malgré les efforts considérables mis en place par les Alliés pour inciter les réfugiés à rentrer dans leur pays d'origine, il restait encore un million de «réfugiés définitifs» en 1947. Notre article retrace la transformation graduelle de cette masse hétéroclite de réfugiés (polonais, juifs, baltes) en peuple homogène, unifié par l'appellation et le statut de «displaced person».) Deux organisations se sont attachées à définir et construire les DPs en «peuple autonome»: l'UNRRA (1943-1947) et l'Organisation internationale des réfugiés (1947-1951), mandatée par les Nations Unies. C'est principalement par le biais des pratiques homogénéisantes de l'OIR que les réfugiés deviennent un groupe : cohérent. Ses techniques uniformes de filtrage (le triage au cas par cas des «vrais» et «faux» réfugiés) ont permis de produire des réfugiés standardisés répondant précisément aux critères de sélection mis en place par les Alliés occidentaux. Le peuple des réfugiés s'est également façonné par l'intense entreprise d'investigation statistique conduite par l'OIR. Enfin, les DPs partageaient une civilisation matérielle commune, centrée sur l'univers extra-territorial que constituait le «DP-camp». Les réfugiés de l'après- guerre ont donc fait l'objet de pratiques de sélection et d'assistance qui ont depuis basculé dans l'administration contemporaine de l'asile politique en Europe.

---

## NAISSANCE

### D'UNE NATION :

#### LES PERSONNES DÉPLACÉES

#### DE L'APRÈS-GUERRE,

1945-1951

---

**Daniel G. Cohen**

Depuis le début des années cinquante et la signature de la Convention de Genève, texte fondateur de l'asile politique contemporain, les réfugiés politiques constituent une catégorie sociale à part entière. Particulièrement visible en temps de crise migratoire, cette catégorie a aussi la singularité d'être muette car dénuée de représentation face aux administrations nationales. Comme le suggère Gérard Noiriel, « si les réfugiés constituent une catégorie sociale, c'est avant tout parce qu'ils n'ont pas contribué directement et collectivement au travail social qui a conduit à leur existence collective<sup>1</sup> ». L'exemple des « personnes déplacées » d'après-guerre (1945-1951), à bien des égards « cobayes » du système d'attribution du statut de réfugié en vigueur depuis 1952, fournit un exemple particulièrement révélateur d'un processus de construction de groupe effectué sans aucune participation des individus concernés.

Rétrospectivement, l'absence totale, depuis les années cinquante, de « cadres sociaux » spécifiques aux personnes déplacées, confirme l'hypothèse de catégorie muette. En Europe comme aux États-Unis, ces cadres sociaux structurent la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et de ses conséquences immédiates. Ainsi, les multiples associations de survivants de la Shoah, de déportés du travail, d'anciens résistants, de prisonniers de guerre ou en Allemagne, d'anciens *volksdeutsche* expulsés d'Europe de l'Est, ont largement contribué à façonner cet espace mémoriel, par ailleurs souvent conflictuel. Une catégorie particulière d'individus y est totalement absente : les

1. Gérard Noiriel, « Représentation nationale et catégories sociales. L'exemple des réfugiés politiques », *Genèses*, n° 26, 1997, p. 53.

« personnes déplacées » de l'immédiat après-guerre, protagonistes du plus grand mouvement de réfugiés qu'ait jamais connu le continent européen. C'est pourtant près de 7 millions de réfugiés originaires d'Europe de l'Est et majoritairement regroupés en Allemagne qui, entre 1945 et 1951, reçurent l'étiquette officielle de *Displaced Persons* (DP), sous l'égide successive de deux organisations internationales, l'UNRRA et l'OIR<sup>2</sup>. À partir de juin 1947, cette appellation ne devait plus s'appliquer qu'au « dernier million » de réfugiés originaires d'Europe de l'Est qui pour des raisons multiples et complexes refusent définitivement le rapatriement vers leurs pays d'origine nouvellement convertis en démocraties populaires. Reste que dans son acception large (les millions de déplacés se trouvant en Allemagne en mai 1945 avant d'être progressivement rapatriés) ou étroite (le « dernier million » de réfugiés officiels comptabilisés en juin 1947 par l'OIR), l'épithète « DP » affecta directement la vie et la destinée d'un nombre considérable de déplacés d'après-guerre<sup>3</sup>.

Comment alors expliquer l'absence, au sein de l'espace mémoriel, de ce nombre pourtant considérable d'individus « identifiés » entre 1945 et 1951 par l'abréviation anglo-saxonne « DP » ? Pour Mark Wyman, historien des DPs installés aux États-Unis, cette évaporation catégorielle serait due au rejet volontaire d'une identité de groupe liée à l'étiquette « DP ». Confronté à la réticence manifeste de ces anciens « déplacés » à se laisser interroger, ce chercheur devait rapidement prendre la mesure « d'un fait fondamental de l'expérience DP : ils n'ont jamais tiré de fierté de leur classification [...] ni de leur souffrance commune<sup>4</sup> ». Ce constat rejoint celui dressé dès 1946 par le sociologue Edward Shils, l'un des premiers observateurs des DPs regroupés dans les camps d'Allemagne : « il n'existe chez les personnes déplacées aucun lien communautaire comparable à celui existant chez les anciens prisonniers de guerre<sup>5</sup>. » Il n'est donc pas surprenant qu'aux États-Unis, principal pays d'accueil des personnes déplacées, l'identité DP se soit canalisée vers d'autres vecteurs de mémoire. Les DPs juifs, par exemple, se considèrent avant tout comme survivants de la Shoah ; les DPs baltes, ukrainiens ou polonais, comme exilés de force et victimes du communisme.

Cette absence notoire d'identité collective DP, sentiment de groupe qui aurait pu être soudé par plusieurs années de vie dans les centaines de « DP camps » que

2. United Nations Relief and Rehabilitation Agency, 1943-1947 ; organisation internationale des réfugiés (IRO en anglais), 1947-1951.

3. Le « dernier million » de réfugiés est en réalité composé de 850 000 DPs pris en charge par l'OIR, dont 700 000 en Allemagne, le reste étant dispersé en Autriche et Italie.

4. Mark Wyman, « On the Trail of the Displaced Persons : Sources, Problems, Dangers, Opportunities », *Spectrum*, Immigration History Research Center, University of Minnesota, vol. 6, 1994, pp. 19-25.

5. Edward A. Shils, « Social and Psychological Aspects of Displacement and Repatriation », *Journal of Social Issues*, vol. 2, n° 3, 1946, pp 3-18.

## DOSSIER

*Figures d'exil*

Daniel G. Cohen  
*Naissance d'une nation :  
les personnes déplacées  
de l'après-guerre,  
1945-1951*

comptaient les zones d'occupation américaines, britanniques et françaises d'Allemagne, tranche avec la formidable entreprise d'assignation identitaire à laquelle furent soumis les réfugiés d'après-guerre. Au cours de cette courte période, le processus d'identification bureaucratique des réfugiés, examiné dans la longue durée par G. Noiriel dans *La Tyrannie du national*, s'accélère et s'intensifie. Ainsi, les personnes déplacées servirent de laboratoire à des pratiques d'identification, de sélection et d'assistance qui ont depuis basculé dans le traitement contemporain des problèmes de réfugiés en Europe. Impulsée par l'Organisation internationale des réfugiés, agence spécialisée des Nations-Unies créée fin 1946, la construction par le haut d'un peuple réfugié homogène est un exemple de rationalisation weberienne: du chaos humain de 1945, dans lequel cohabitèrent rescapés, réfugiés, déplacés, et transférés de tous bords, est né un groupe homogène de « personnes déplacées », façonné par une « bureaucratie de l'humanitaire » en charge de trier sur le volet les membres de la communauté réfugiée.

D'un côté donc, des individus pour qui, on va le voir, l'étiquette DP fut souvent une forme d'opprobre ou de déni de leur condition d'exilés; de l'autre, une « machine » soucieuse de définir, protéger, nourrir et vêtir ses réfugiés « de bonne foi » et de présenter au monde une masse homogène de DPs sains et productifs, prêts à être réinstallés en Europe ou outre-Atlantique. L'émergence d'un « peuple réfugié » (expression communément utilisée dans l'après-guerre) que cet article propose de décrire, pose ainsi le problème de la relation entre l'exil et le monde institutionnel. Le décalage entre la façon dont l'exilé (et l'exilée) perçoit sa position et la façon dont les appareils de sélection et de protection construisent, de manière unilatérale, la catégorie « réfugié », est en effet au cœur de l'histoire des personnes déplacées de l'après-guerre européen.

### **Une bureaucratie humanitaire: l'Organisation internationale des réfugiés**

Ces quelque 700 000 personnes déplacées que prend officiellement en charge l'OIR à partir de juin 1947 sont d'origine diverse et principalement concentrées en zone américaine et britannique<sup>6</sup>. Pour elles, le statut de DP est d'une nécessité vitale: il garantit la possibilité de recevoir

6. L'étroite bande de territoire formant la zone d'occupation française en Allemagne n'abrite que 40 000 réfugiés.

Illustration non autorisée à la diffusion

## DOSSIER

*Figures d'exil*

Daniel G. Cohen  
*Naissance d'une nation :  
les personnes déplacées  
de l'après-guerre,  
1945-1951*

un logement et un approvisionnement régulier en nourriture pour tous les membres d'une même famille. Le statut de DP offre aussi la précieuse possibilité d'émigrer vers le Nouveau Monde, les États-Unis de préférence. Enfin, l'appartenance à la communauté DP est une forme de consécration qui officialise le statut de victime et d'exilé revendiqué par les réfugiés. Conformément au souhait de l'UNRRA (prédécesseur de l'OIR) et des puissances alliées de diviser les DPs en groupes ethniques homogènes, c'est la nationalité au sens allemand du terme (*nationalität*) qui sépare, dès 1945, les différents groupes de réfugiés se trouvant en Allemagne et en Autriche. Au sein de cette mosaïque, le groupe le plus important est constitué par les Polonais, le plus souvent arrivés en Allemagne dans le cadre de l'*Ausländereinsatz* (travail obligatoire) mis en place par le régime nazi. Trois millions de travailleurs polonais furent ainsi déportés vers l'Allemagne entre 1939 et 1945. La plupart prennent le chemin du retour en 1945 et début 1946, incités en cela par les missions de rapatriement dépêchées par le gouvernement de Varsovie ainsi que par le *ration bribe* ou « chantage à la nourriture » imaginé par l'UNRRA. Soucieuses de désengorger au plus vites les coûteux « centres de rassemblement » et de régler la question des réfugiés par le rapatriement massif des déplacés vers leurs pays d'origine, les autorités alliées font en 1946 une offre alléchante aux réfugiés polonais : trois mois de rations alimentaires en échange d'un retour immédiat en Pologne. Malgré les résultats mitigés de cette opération, la grande majorité des Polonais aura quitté l'Allemagne au moment de la prise de fonctions de l'OIR en juin 1947. Néanmoins, celle-ci enregistre en son sein près de 300 000 réfugiés polonais qui refusent définitivement de rentrer pour des raisons que différents sondages menés entre 1945 et 1947 permettent d'éclairer. En 1945 et début 1946, les motivations de l'exil polonais semblent être principalement d'ordre « économique » : sévère pénurie alimentaire affectant une Pologne dévastée, souhait d'émigration sous l'égide d'organisations internationales, etc. De nombreux observateurs occidentaux notent d'ailleurs « l'apolitisme » affiché des Polonais. Marvin Klemme, officier américain de l'UNRRA, assure que ce n'était pas « la crainte de persécution politique qui empêchait les paysans et ouvriers polonais de retourner dans leur pays, mais bien la peur d'affronter les dures conditions de vie qui les y attendaient<sup>7</sup> ». Un haut fonctionnaire de l'UNRRA observe de

7. Marvin Klemme, *The Inside Story of UNRRA*, New York, Life Time Editions, 1949, p. 149.

son côté que «les DP polonais ne sont pas politiquement conscients des problèmes qui les entourent, et ne souhaitent que tirer avantage de la protection octroyée par l'UNRRA<sup>8</sup>». Pourtant, à partir de 1946, année décisive dans la transformation de la Pologne en satellite de l'Union soviétique, les raisons avancées par les réfugiés polonais prennent une allure plus explicitement politique : opinions anticomunistes, opposition à la collectivisation des terres, crainte de persécutions anti-catholiques. Mais pour les Polonais comme pour beaucoup d'autres DP d'Europe de l'Est, les motifs économiques et politiques s'entrelacent et sont rarement dissociés. Ainsi, ce paysan polonais sommé de justifier son refus de retourner en Pologne : «in my house right now, no pig, no cow, just picture of Stalin on the wall<sup>9</sup>.»

Pour un sous-groupe important de réfugiés classés par l'OIR comme «polonais» – les polono-ukrainiens victimes, depuis 1939, de purges ethniques et de la soviétisation de l'Ukraine occidentale, ancienne Pologne orientale – l'exil se justifie tout simplement par la disparition du pays natal. Tadeusz Piotrowski, enfant déplacé de l'après-guerre, retrace dans ses mémoires l'impossibilité de retour et l'inévitable basculement dans le monde DP : «pour ma famille, l'alternative était la suivante : retourner à Ryswianka, annexé à l'URSS, ou aller en Pologne, également sous domination soviétique. Aucun de ces choix ne nous tentait. Dans notre ignorance pardonnable, nous ne pouvions distinguer le communisme du national-socialisme<sup>10</sup>.» Vue de haut, cette ambivalence identitaire est lue différemment par l'OIR : «chez les populations d'Europe Centrale, les difficultés de déterminer la race sont aggravées par l'instabilité des frontières<sup>11</sup>.»

L'autre grand groupe que l'OIR prend à sa charge est celui des DP d'origine juive, 200 000 en 1947. Aux 40 000 rescapés juifs des camps nazis trouvés sur place par les alliés se sont progressivement ajoutés des dizaines de milliers d'infiltrés qui, en passant par la Silésie ou la Tchécoslovaquie, rejoignent en 1946 la zone américaine. Dans leur grande majorité, ces infiltrés sont des juifs polonais et anciens partisans «abrités» au cours de la guerre par l'URSS mais confrontés à la résurgence de l'antisémitisme au lendemain du conflit<sup>12</sup>. Pour la plupart ressortissants polonais, et dans de plus rares cas, roumains, hongrois ou tchèques, les réfugiés juifs sont pourtant regroupés ethniquement, indépendamment de leur état

8. Ira A. Hirschmann, *The Embers Still Burn*, New York, Simon and Schuster, 1949, p. 140.

9. Kim Solomon, «The Cold War Heritage: UNRRA and the IRO as the Predecessors of UNHCR», Göran Rystad, (éd.), *The Uprooted. Forced Migration as an International Problem in the Post-war Era*, Lund, Lund University Press, 1990, p. 170.

10. Tadeusz Piotrowski, *Vengeance of the Swallows. Memoir of a Polish Family's Ordeal Under Soviet Aggression, Ukrainian Ethnic Cleansing and Nazi Enslavement, and Their Emigration to America*, Jefferson N.C., McFarland, 1995, p. 146.

11. René Ristelhueber, *Au secours des réfugiés. L'œuvre de l'Organisation Internationale des Réfugiés*, Paris, Plon, 1951, p. 10.

12. Stanislaw Meducki, «The Pogrom in Kielce on 4 July 1946» in A. Polonsky, I. Bartal, G. Hundert, M. Opalski and J. Tomaszewski, *Poles, Jews, Socialists. The Failure of an Ideal*, London, Littman Library of Jewish Civilization, 1996, pp. 158-170.



## DOSSIER

*Figures d'exil*

Daniel G. Cohen  
*Naissance d'une nation :  
les personnes déplacées  
de l'après-guerre,  
1945-1951*

d'origine: illustration du principe ethnique gouvernant la classification et la séparation des réfugiés d'après-guerre, mais aussi du divorce définitif entre la majorité des survivants juifs d'Europe de l'Est et leurs états respectifs. Pour ces rescapés, l'après-guerre est un moment de régénération physique et psychologique dans l'attente d'une émigration vers Israël ou les États-Unis. Sensible à leur sort particulier, l'OIR octroie automatiquement aux juifs le statut de DP et les regroupe dans des camps qui deviendront un terreau fertile à la formation d'une conscience collective sioniste. Cette homogénéisation ethnique, il faut le souligner, est perçue comme une forme de protection. La création, au cœur de l'Allemagne d'après-guerre, d'un monde juif en vase clos, consacre la spécificité des victimes juives de la guerre et sert de rempart contre la population allemande et l'antisémitisme de « compatriotes » est-européens. Mais cette entreprise d'homogénéisation ethnique des réfugiés n'est en rien limitée aux DPs juifs. Un ecclésiastique polonais, auteur d'une minutieuse étude sociologique sur ses compatriotes déplacés réfugiés en Allemagne, note ainsi « qu'après que furent éliminés en son sein les autres groupes qui possèdent la nationalité polonaise (Juifs, quelques Ukrainiens et Biélorusses), le groupe polonais constitue au point de vue national et religieux un groupe très compact et cohérent. »

Le dernier groupe substantiel de DPs relevant de l'OIR est celui formé par les réfugiés originaires des pays baltes, 190 000 en 1947. Unis par un antisoviétisme qui justifia pour beaucoup d'entre eux un engagement volontaire – devenu obligatoire après 1943 – au sein de l'armée allemande, les Baltes, et dans une moindre mesure, les Ukrainiens, représentent pour l'OIR une population à risque. C'est en effet parmi ces anciens conscrits et travailleurs forcés que peuvent se dissimuler d'anciens collaborateurs ou criminels de guerre. Mais les Baltes représentent aussi « l'élite » des DPs: apparence physique, hygiène, assiduité au travail et discipline sont louées par de nombreux observateurs. Ainsi, des assistantes sociales du Service social d'aide aux émigrants (SSAE) en visite dans le camp balte du Hanau en zone américaine rapportent que « la race est belle dans son ensemble et l'athlétisme est très développé [...] Là où d'autres nationalités s'installaient tant bien que mal dans des locaux plus ou moins confortables, détruisant parfois les installations encore utiles, les Baltes ont partout transformé leur camp<sup>13</sup> ».

13. Centre des archives contemporaines, CAC 770 623, art. 172.

Au total, donc, c'est un peu plus de 700 000 DP's déjà filtrés entre 1945 et 1947 par l'UNRRA et les autorités militaires d'occupation qui tombent officiellement sous la coupe de l'OIR à partir de juin 1947. Celle-ci entre en fonction avec pour objectif d'assurer la réinstallation rapide des personnes déplacées dans différents pays d'accueil. Mais l'innovation déterminante qu'apporte l'OIR dans l'administration des réfugiés est le professionnalisme de fonctionnaires « objectifs » chargés d'appliquer au cas par cas les directives établies par le Conseil général de l'organisation. Ainsi, dès le début de ses activités, l'OIR rouvre les dossiers individuels des réfugiés vivant en Allemagne, ceci dans le but de corriger les décisions aléatoires qu'auraient pu prendre les agents de l'UNRRA, souvent suspectés d'amateurisme : « combien étaient parvenus à se glisser dans les camps qui n'y avaient aucun droit ? Combien même y avaient cherché un abri pour mieux se dissimuler et échapper à la justice qui les poursuivrait ?<sup>14</sup> ».

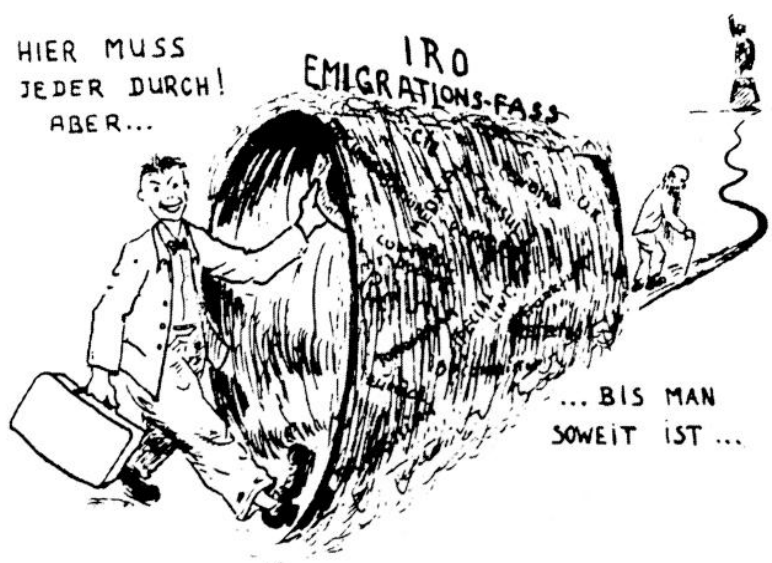


*Présentation des papiers et documents*



*Auprès du CIC  
(le Counter Intelligence Corps  
de l'armée américaine)*

C'est donc avant tout par le biais de son action administrative que l'OIR va construire l'entité à la fois abstraite et supranationale que vont représenter les « personnes déplacées ». Dans cet édifice, l'avènement dans l'après-guerre de l'« éligibilité individuelle » constitue la clé de voûte de l'identification bureaucratique de chaque réfugié. Les archives de l'OIR décrivent amplement les modalités de ce *screening* opposant, dans les camps, réfugiés potentiels et interviewers patentés<sup>15</sup>. Le passage obligatoire par le filtre de l'éligibilité, dans lequel les réfugiés considérés plus ou moins douteux sont tenus



*Tout le monde doit passer par ici. Mais avant d'arriver au bout...*

14. R. Ristelhueber, *Au secours des réfugiés...* op. cit, p. 141.

15. Voir à ce sujet Daniel G. Cohen, « The West and the Displaced, 1945-1951: The Post-War Roots of Political Refugees », thèse de doctorat, New York, New York University, 1999, chap. II.

16. Archives nationales (AN), AJ43/1135, *Emigration processing through the eyes of a DP.*

## DOSSIER

*Figures d'exil*

Daniel G. Cohen  
*Naissance d'une nation :  
les personnes déplacées  
de l'après-guerre,  
1945-1951*

d'apporter la preuve de leur condition de persécuté, constitue ainsi un trait commun à tous les réfugiés. L'image caricaturale du DP, reproduite dans toute une série de dessins satiriques émanant de réfugiés et conservés dans les archives, est celle d'un individu passif, transbahuté de bureau en bureau, d'interviews de filtrage en conseils de recours<sup>16</sup>. Quant aux normes politiques de cet appareil de sélection, elles sont propres à l'après-guerre et reposent sur une triple assise.

En premier lieu, l'OIR rejette systématiquement tous les Allemands de souche, son mandat stipulant l'exclusion des millions de *volksdeutsche* expulsés d'Europe de l'Est qui inondent l'Allemagne à partir de 1945. Cette détection des Allemands de souche se base sur une minutieuse enquête généalogique, qui permet d'ailleurs parfois de disculper certains candidats faussement suspectés d'être d'origine allemande. Faisant appel d'une décision négative prise à son encontre, un réfugié parvient ainsi à convaincre l'OIR de sa non-germanité : « lors de son appel, l'intéressé a apporté la preuve de son origine non-germanique en fournissant au moins 20 copies originales de certificats de naissances et de mariages, prouvant que ses parents, grands-parents et ancêtres ne sont pas Allemands. Lui-même parle très mal l'Allemand. Déclaré sous mandat de l'Organisation<sup>17</sup>. » D'autres, tel ce réfugié du nom de Robert Reisenbuchler, sont moins chanceux et se voient « trahis » par la consonance de leur nom de famille ou par leur accent : « Mother born Mueller. Claims his mother tongue is Hungarian, but according to interpreter, speaks poor Hungarian<sup>18</sup>. »

Le second pilier de la politique de l'OIR en matière d'éligibilité est le filtrage des supposés collaborateurs. Axée, pour des raisons historiques, sur les réfugiés d'origine balte ou ukrainienne de même que sur les ressortissants des « pays anciennement ennemis », la détection des collaborateurs s'opère selon des critères fluctuants. Avec l'intensification de la Guerre froide, la notion de collaborateur perd son sens « antifasciste » de 1945 pour se relativiser au vu des persécutions communistes. Le moment charnière de cette évolution est l'année 1948. Un fonctionnaire français de l'OIR note ainsi « qu'au fur et à mesure que se modifie la situation générale du monde, la politique de l'Organisation évolue<sup>19</sup> ». De même, le directeur général de l'OIR observe en termes feutrés « qu'à la suite des changements intervenus sur la scène politique

17. IRO, *Eligibility Guidelines*, 1949, case 353.

18. AN, AJ43/141.

19. Henri Trémeaud, *Historique du Conseil du Recours*, AN, AJ43/140.

après 1948, l'organisation a libéralisé et élargit la définition du réfugié». Ce qui ne veut pas dire que le simple fait d'arguer de convictions anticomunistes permet d'obtenir le statut de DP. Julius Krauls, réfugié balte ayant servi dans une unité de *Waffen-SS*, justifiera sans succès cet engagement par son antisoviétisme : « we started to defend ourselves against the Soviet peril and bloodshed after NKVD killed many thousands [...] Somebody may think, we had only the right to die or to go to Siberia and not defend ourselves [...] »<sup>20</sup>.

Le troisième aspect du filtrage opéré par l'OIR est la détection des réfugiés suspectés de quitter leur pays pour de simples raisons économiques. Là encore, le moment décisif est l'année 1948. À la suite des événements de Prague et de la prise de pouvoir par les communistes, 50 000 réfugiés tchèques prennent la fuite et arrivent en Allemagne. Avant d'être invitée par les États-Unis à assouplir sa position envers ces précieux outils de propagande que sont les réfugiés du bloc communiste, l'OIR tente de distinguer, parmi les Tchèques, les « aventuriers » des véritables réfugiés politiques<sup>21</sup>. Face aux interviewers de l'OIR, de nombreux réfugiés « reconnaissent avoir raconté des mensonges et admettent que le but véritable de leur fuite est motivé par le goût de l'aventure ou par des raisons économiques<sup>22</sup> ». Mais ce triage des « économiques » tchèques – réfugiés qui d'ailleurs peuvent très bien se passer de l'OIR pour franchir l'Atlantique du fait de la politique libérale des États-Unis à leur égard – s'assouplit dès 1949. L'OIR n'exclura alors que les très rares réfugiés qu'elle considère « assez naïfs pour admettre que leur fuite est motivée par des raisons purement économiques ».

Articulée autour de trois pôles, la politique d'éligibilité de l'OIR repose sur un type de face-à-face qui aujourd'hui encore décide du sort des demandeurs d'asile et du bien-fondé de leur crainte de persécution. Comme les réfugiés d'aujourd'hui, les DPs de 1945-1951 ont comme caractéristique commune de « raconter des histoires » à des experts chargés d'évaluer la véracité – ou à défaut de preuves tangibles, la plausibilité – de leur récit de vie. La construction des DPs en habiles conteurs d'histoire est à cet égard une étape fondamentale dans l'histoire du droit d'asile contemporain. D'un côté, des DPs dont « le manque frappant de confiance dans les autorités qui les contrôlent » est remarqué dès 1947 par un observateur français : « toute commission, dans leur esprit, a pour

20. AN, AJ43/469.

21. Au même moment, l'OIR organise, à la demande du gouvernement français, une politique de filtrage similaire à la frontière franco-espagnole que franchissent de nombreux clandestins. À ce sujet, voir D. G. Cohen, *The West and the Displaced...*, *op. cit.*, chap. III.

22. AN, AJ43/574.

## DOSSIER

*Figures d'exil*

Daniel G. Cohen  
*Naissance d'une nation :  
les personnes déplacées  
de l'après-guerre,  
1945-1951*

but de leur faire avouer ce qu'elles ne sont pas. [...] Toute question cache un piège<sup>23</sup>.» De l'autre, le constat lucide de fonctionnaires mettant en relief les qualités d'ajustement de ces conteurs d'histoires: «les intéressés, éclairés sur ce qu'il convient de dire par de longs mois d'observation et d'écoute, [...] ont appris à bâtir un récit acceptable dont la conclusion est l'éligibilité<sup>24</sup>.» Le véritable arbitre de cette confrontation est alors l'expert: l'*eligibility officer* formé par l'OIR, assumant «une tâche délicate et complexe; elle exige non seulement des qualités de conscience [...] mais aussi des connaissances juridiques et politiques étendues<sup>25</sup>». Mission d'autant plus délicate du fait que «des Arméniens soviétiques s'étaient réclamés de la nationalité iranienne, des réfugiés de l'Azerbadjan, du Turkestan, des Tartares de Crimée et des Caucasiens se prétendaient Turcs, des Russes et des Ukrainiens se disaient citoyens polonais<sup>26</sup>». Face à ce chaos identitaire, la mission de l'expert est souvent de pallier l'absence de papiers d'identité fiables, perdus ou volontairement détruits par les réfugiés. C'est ici que le face-à-face prend tout son sens: «un interrogatoire peut fort bien confirmer les dires d'un jeune Lithuanien, incapable de fournir d'autres preuves qu'une carte de travailleur délivrée par l'autorité allemande, lorsqu'il affirme avoir été déporté à la suite d'une rafle dans son village». Étape capitale dans le basculement de cette confrontation entre experts en éligibilité et demandeurs d'asile dans la pratique contemporaine, l'OIR force ainsi les DP à se constituer en conteurs d'histoires professionnels employant des stratégies narratives allant du «récit d'imploration» à la construction schizophrénique d'un «autre» répondant de manière satisfaisante aux attentes de l'interrogateur<sup>27</sup>.

Si l'OIR peut administrer de manière si rigoureuse la masse hétérogène des personnes déplacées, c'est parce que le mode de fonctionnement des grandes organisations internationales humanitaires évolue dans un sens radicalement bureaucratique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. L'OIR, financée à 60 % par les États-Unis (qui, avec le Royaume-Uni, fournit la plus grosse part de son personnel qui compte également 14 % de Français), adopte le mode de gestion des grandes administrations anglo-saxonnes. La description que fait René Ristelhueber du quartier général de l'OIR à Genève témoigne de cette évolution: «en franchissant le seuil de l'OIR, on y est saisi par une bouffée d'air américain. [...] Aux murs, cartes et graphiques: nul objet inutile ne

23. Léon Richard, «Le problème peut-il être résolu?», *Chemins du Monde*, «Personnes Déplacées», Paris, 1948, p. 338.

24. AN, 43 AJ/574, *Conseil de Recours*.

25. R. Ristelhueber, *Au secours des réfugiés...*, *op. cit.*, p. 140.

26. AN, AJ43/166, *Conseil Général de l'OIR*, 1951.

27. Robert F. Barsky, *Constructing a Productive Other: Discourse Theory and the Convention Refugee Hearing*, Amsterdam, 1994.

rompt l'impression de netteté et d'austère confort. Parmi une abondance de machines à écrire et de téléphones, le travail s'accomplit dans une atmosphère de bonne humeur et de cordialité. Dans cette ville de Genève [...], les bureaux de l'OIR font figure d'îlot enlevé par quelque magicien des bords de l'Hudson bruissant d'un jeune et ardent dynamisme pour être déposé sur les antiques et reposantes rives du Léman». Maurice Grimaud, jeune préfet détaché par le Gouvernement auprès de l'OIR «pour étoffer le trop modeste contingent français», découvre à Genève une nouvelle culture administrative: «Le peu d'inclination aux spéculations intellectuelles ou politiques et la nette préférence pour les solutions concrètes et chiffrées en dollars me changeaient des usages français. Mais je trouvais que l'on passait beaucoup de temps en conférences, en statistiques, en calculs et recalculs du prix de revient d'un réfugié<sup>28</sup>.»

L'extrême technicité de l'OIR en matière d'éligibilité et de protection des réfugiés est également le fruit d'une continuité institutionnelle entre les organisations internationales d'avant-guerre et d'après-guerre. Bien souvent, comme dans le cas de l'écrivain et haut-fonctionnaire international Albert Cohen, le personnel de l'OIR avait eu l'occasion de «faire ses classes» bureaucratiques sous la SDN. Louise Holborn, auteur d'une massive histoire administrative de l'OIR, note ainsi qu'une «mine de techniques administratives se tenait à la disposition des planificateurs et des administrateurs chargés du règlement de la question des réfugiés d'après-guerre<sup>29</sup>». Parmi ces techniques, le *case management*, traitement individualisé des dossiers hérité des techniques modernes d'assistance sociale mises en pratique depuis les années vingt. L'organigramme de l'OIR, structuré autour de trois pôles (*Care and Maintenance, Resettlement et Eligibility Division*) reflète fidèlement l'entreprise d'homogénéisation du peuple des réfugiés conduite par l'OIR. Cette construction de groupe reposait sur une nécessité: définir «et découvrir, dans ce flot énorme d'êtres déracinés, les véritables réfugiés et personnes déplacées<sup>30</sup>.»

## Un enjeu: «Personne déplacée» ou «réfugié» ?

Dans le processus de construction des réfugiés d'après-guerre en «peuple», deux termes se sont fait concurrence avant de graduellement fusionner: personnes déplacées et

28. Maurice Grimaud, *Quatre années passées avec les réfugiés*, texte inédit aimablement communiqué par l'auteur.

29. Louise Holborn, *The International Refugee Organization. A Specialized Agency of the United Nations. Its History and Work, 1946-1952*, London, Oxford University Press, 1956, p. 26.

30. AN, AJ43/166, *Conseil Général de l'OIR, 1951*.

## DOSSIER

*Figures d'exil*

Daniel G. Cohen  
*Naissance d'une nation :  
les personnes déplacées  
de l'après-guerre,  
1945-1951*

réfugiés. La notion de réfugié était bien sûre antérieure à la Seconde Guerre mondiale : la définition collective conçue sous la SDN (tout membre d'un groupe ethnique victime de persécutions, tels les Russes ou les Arméniens) suivie par une définition individuelle et universelle (tout individu persécuté) forgée par le droit international humanitaire des années trente à l'heure des persécutions fascistes et nazies, avaient fait du réfugié une entité juridiquement identifiable. Le point commun de ces deux types de définitions restait l'absence de protection de l'État d'origine, condition nécessaire à la reconnaissance de la qualité de réfugié<sup>31</sup>.

Le concept de « personne déplacée », par contre, est un néologisme d'après-guerre. Aujourd'hui communément utilisé pour caractériser l'exode interne ou externe de populations ou groupes ethniques en quête de refuge, le terme est né de la rencontre, par les armées alliées avançant en territoire allemand, de millions de « déplacés » affamés, le plus souvent arrivés en Allemagne dans le cadre du travail obligatoire. À Stuttgart, par exemple, le général de Lattre de Tassigny observe que « des caves, des milliers d'hommes surgissent, délirants de joie. Non pas des Allemands, certes, mais l'Europe que l'Allemagne hitlérienne a voulu asservir<sup>32</sup>. » Dans la terminologie militaire des alliés, les « personnes déplacées » sont alors définies comme « civils se trouvant, pour cause de guerre, à l'extérieur des frontières nationales de leurs pays d'origine ».

La distinction établie entre réfugiés, victimes de persécutions et fuyant volontairement un pays d'origine, et simples déplacés pouvant être rapidement rapatriés, s'applique principalement à la première phase de l'histoire des réfugiés d'après-guerre, qui s'étale de 1945 à 1947. En effet, sous l'UNRRA, le prompt rapatriement des réfugiés vers leur pays d'origine est pour les puissances occidentales un objectif prioritaire, motivé par des considérations à la fois matérielles et politiques : les réfugiés coûtent cher et aux yeux des alliés, le bloc soviétique est encore en droit à récupérer « ses » nationaux dans le cadre de son énorme effort de reconstruction économique (et d'épuration politique). La distinction entre *réfugiés*, considérés comme exilés politiques ou dissidents, et déplacés, considérés comme simple rapatriables, s'inscrit directement dans cette démarche. L'OIR devait pour une courte période perpétuer cette distinction : « certains départs furent volontaires et correspondirent à une fuite

31. Claudena Skran, *Refugees in Interwar Europe: The Emergence of a Regime*, New York, Oxford University Press, 1995.

32. Général de Lattre de Tassigny, *Histoire de la Première Armée Française*, Paris, Plon, 1949, p. 527.

devant des armées ou des idéologies. Ceux qui partirent ainsi furent à proprement parler des *réfugiés*. [...] D'autres, engloutis par la marée germanique, furent arrachés à leur domicile pour servir de travailleurs forcés [...]. Ce sont ceux-là que l'on a pris l'habitude d'appeler *personnes déplacées*<sup>33</sup>.»

Ce type d'identification se heurta à une profonde résistance de la part des individus concernés. Dans le climat de la Guerre froide naissante, de nombreux porte-parole des «déplacés» d'Europe de l'Est dénoncent le caractère apolitique de cette appellation: «Pour les centaines de milliers de Français, Hollandais ou Belges transférés vers l'Allemagne comme prisonniers de guerre ou travailleurs, le terme personne déplacée était sans doute approprié [...] mais pour les millions d'Ukrainiens, Russes, Polonais ou Baltes qui se trouvaient en Allemagne à la fin des hostilités, le terme prête à confusion: [...] ce ne sont pas des «personnes déplacées», mais bien des réfugiés fuyant les persécutions communistes<sup>34</sup>.» Pour Georges L. Rochcau, prêtre russe blanc installé en France, «il n'y a plus, à proprement parler, de problèmes de “Personnes Déplacées”, il n'y a que le problème de réfugiés politiques qui fuient le régime de l'URSS ou des pays placés sous son contrôle<sup>35</sup>.» Alec Dickinson, ancien fonctionnaire de l'UNRRA, considère «qu'écrire des articles sur la question des Personnes Déplacées sans parler de l'attitude des Soviétiques à leur égard, c'est donner une représentation d'Hamlet sans le Prince de Danemark<sup>36</sup>».

Ce n'est qu'à partir de 1947-1948 que le terme «personne déplacée» devient véritablement synonyme de réfugié politique. En pleine guerre froide, l'OIR, organisation purement «atlantiste» depuis le départ des délégations du bloc soviétique fin 1946, est alors beaucoup plus à l'aise pour admettre que «dans l'usage courant, les termes de “réfugiés” et “personnes déplacées” sont volontiers pris l'un pour l'autre<sup>37</sup>». En 1949, un fonctionnaire français de l'OIR justifie ce changement d'approche par une rhétorique de guerre froide: «ces personnes déplacées, ces victimes des régimes totalitaires sont, contrairement à ce que certains disent, des éléments extrêmement sains et très attachés aux principes démocratiques». Produit d'une fusion de sens entre réfugié et déplacé, *displaced person* s'impose finalement comme dénomination unique de tous les réfugiés dans la terminologie officielle de l'OIR. «Dans un désir exagéré de simplification», déplore en 1951 un

33. IRO, *Le problème des réfugiés*, Genève, 1948.

34. David Martin, «Not “Displaced Persons” – But Refugees», *The Ukrainian Quaterly*, Ukrainian Congress Committee of America, 1948, p. 110.

35. Georges L. Rochcau, «Personnes Déplacées ou Réfugiés Politiques? », *Chemins du Monde*, op. cit., p. 122.

36. Alec Dickinson, «Point de vue anglais», *Chemins du Monde*, op. cit., p. 146.

37. IRO, *Le problème des réfugiés*, Geneva, 1948.



## DOSSIER

*Figures d'exil*

Daniel G. Cohen  
*Naissance d'une nation :  
les personnes déplacées  
de l'après-guerre,  
1945-1951*

chroniqueur des activités de l'OIR, «la fâcheuse habitude se répandit de confondre l'ensemble de ces infortunés sous le terme général de personnes déplacées, ou pire encore [...] tout simplement de DP<sup>38</sup>.»

Cet effort de catégorisation, largement inspiré par des soucis de rationalité «anglo-saxonne» et de *management* scientifique de la question des réfugiés, conduit de nombreux observateurs français à voir dans l'abréviation DP un signe tragique d'atomisation du monde et de «violence symbolique» propre à l'après-guerre. Ainsi, pour la revue d'obédience personnaliste *Chemins du Monde* présentant en 1948 un dossier sur les personnes déplacées («on prononce Dépé ou Dipi, et l'on dit couramment “un” Dépé»), le terme est «d'une pudeur cruelle qui est aussi un témoignage de notre époque<sup>39</sup>». Claude Bourdet voit dans l'acronyme «DP» un «scandale qui porte, suivant l'usage moderne des scandales, un nom propre, naïf, un peu technique : il s'appelle Personnes Déplacées. En anglais “Displaced Persons”. En russe ? Je ne sais pas<sup>40</sup>». Louis Massignon constate pour sa part «qu'on a essayé de trouver un terme technique, volontairement atone, incolore. Personne déplacée ! Comme on dit maison préfabriquée, qu'on déplace». Pour L. Massignon, l'euphémisme officiel DP trahit une profonde inhumanité : «Qu'est-ce que le DP ? Une âme ? une vie ? J'aimerais des exemples concrets<sup>41</sup>.» Eugène Minkowski, médecin mobilisé en faveur des personnes déplacées juives en attente d'un pays d'accueil, résume la réticence que suscite le terme DP auprès des avocats de la cause des réfugiés : «de nos jours, du moment qu'on a trouvé un terme pour une catégorie d'hommes, du moment qu'on les a classés sous une rubrique définie, on croit avoir fait un pas important<sup>42</sup>.»

Cette critique des effets déshumanisants de la catégorisation des réfugiés d'Allemagne contraste avec l'image radieuse d'un DP abstrait, sain et régénéré que propage l'iconographie de l'OIR. En effet, les premiers signes tangibles de la constitution d'une nation DP relèvent du domaine de l'image. Les brochures éditées par le service d'information de l'OIR présentent des photographies anonymes de réfugiés, toutes religions et nationalités confondues. Les DPs y sont le plus souvent présentés de profil, leur regard tourné vers l'avenir, rappelant l'imaginaire ouvriériste de l'iconographie communiste. Ces galeries de portraits sont pour l'OIR un moyen de présenter les DPs sous un jour avantageux et de convaincre les pays

38. R. Ristelhueber, *Au secours des réfugiés...*, op. cit., p. 33.

39. François Berge, «Éditorial», *Chemins du Monde*, op. cit., p. 5.

40. Claude Bourdet, «Le grand scandale», *Chemins du Monde*, op. cit., p. 15.

41. Louis Massignon, «Le problème des réfugiés et son incidence sur le Proche-Orient», *Politique Etrangère*, Paris, mars 1949.

42. E. Minkowski, «Le désœuvrement. Nos pensées vont vers nos DPs», *ORT-France. Bulletin d'Information*, février 1948, p. 4.

d'accueil «qu'ils offrent au monde talent et jeunesse.» Ainsi, ces «instantanés de réfugiés» illustrent la communauté de destin (*Schicksalgemeinschaft*) que s'efforce de construire l'OIR en transcendant la spécificité nationale ou religieuse des réfugiés au profit de l'unicité de l'identité DP: «des millions de personnes ont disparu au cours des hostilités. Celles qui ont survécu appartenaient à tous les pays d'Europe et à tous les milieux. [...] Ces photographies sont représentatives de la nation des réfugiés.» Cette nation possède d'ailleurs son benjamin et son «ancien»: «Paulina W.», Polonaise de 104 ans officiellement baptisée par l'OIR «doyenne des réfugiés»<sup>43</sup>. Avec la photographie, le cinéma a également joué son rôle dans la création d'une iconographie propre à la nation réfugiée. La production par l'OIR d'une série de films documentaires destinés à sensibiliser l'opinion publique internationale dissémine l'idée de l'existence d'un peuple décontextualisé, entièrement défini par le prisme DP, vivant dans l'espace quasi-lunaire du «DP-Land» qu'est

Illustration non autorisée à la diffusion

## DOSSIER

*Figures d'exil*

Daniel G. Cohen  
*Naissance d'une nation :  
les personnes déplacées  
de l'après-guerre,  
1945-1951*

devenu l'Allemagne. *Home for the Homeless* (1948), dans lequel Henry Fonda sert de narrateur, décrit ainsi une journée dans un camp de réfugiés, de l'aube au coucher du soleil, sans aucune référence au monde extérieur.

### La volonté de savoir

Parallèle à l'entreprise de représentation photographique ou cinématographique des DP, la représentation statistique des réfugiés constitue à bien des égards l'élément déterminant de la constitution des DP en groupe homogène. L'OIR s'efforce en effet de saisir et fixer les DP dans la statistique, leur conférant ainsi cohésion et unité. « Les statistiques », note Kathryn Hulme, écrivain et assistante sociale dans les camps de DP, « tendent à masquer la réalité des tragédies humaines sous couvert d'utiles données administratives<sup>44</sup>. » L'OIR découvre ainsi que la nation DP est jeune et aisément employable, argument non négligeable face aux missions de recrutement de travailleurs envoyées par les pays occidentaux qui sillonnent l'Allemagne en quête de corps vigoureux : 66 % des DP ont en effet entre 18 et 44 ans, dont 25 à 35 % d'ouvriers qualifiés selon les nationalités<sup>45</sup>. Mais cette fixation des DP dans la statistique revêt un aspect beaucoup plus systématique. Janet Flanner, journaliste américaine couvrant en 1948 les camps de l'OIR en Allemagne, peut observer l'importance prise par les enquêtes statistiques inlassablement conduites par les agents de l'OIR : « les DP sont prêts à aller n'importe où, mis à part leur pays natal. Mais avant ce nouveau départ, ces gens sont progressivement transformés en statistiques et en initiales<sup>46</sup>. »

Pour l'OIR, le contrôle centralisé des camps de réfugiés nécessitait la compilation d'une multitude de données statistiques qui remplissent aujourd'hui une bonne part des 1 300 cartons d'archives laissés par l'organisation. Au cours des quatre années d'existence de l'OIR, diverses données concernant la nationalité, l'âge, l'état de santé, la situation de famille ou encore la formation professionnelle des réfugiés sont minutieusement recueillies sur le terrain avant d'être transmises au service statistique dépendant du quartier général de l'OIR à Genève. Il était en effet « indispensable que la direction puisse se rendre compte au jour le jour de la situation générale<sup>47</sup> ». Ainsi, les *narrative reports* hebdomadaires, mensuels et annuels permettent de suivre au jour le jour tous les aspects de la vie

44. Kathryn Hulme, *The Wild Place*, Boston, Little Brown, 1954.

45. IRO, *Occupational Skills of Refugees*, Geneva, 1948.

46. Janet Flanner, « Letter from Aschafenburg », *The New Yorker*, 30 octobre 1948.

47. R. Ristelhueber, *Au secours des réfugiés...*, op. cit., p. 62.

des personnes déplacées, divisés en 22 «rubriques fonctionnelles». Un fonctionnaire de l'OIR en poste dans la zone d'occupation américaine d'Allemagne témoigne, dans sa lettre de démission, de l'intensité de cette quête d'informations statistiques: «je suis moralement et physiquement épuisé par cette longue et harassante course à la statistique [...] Les équipes de terrain ne font que collecter des données, et le véritable travail d'assistance devient un luxe. Listes nominales, enquêtes et rapports remplissent la plus grosse partie de la journée.» De son côté, l'OIR justifie son besoin de statistiques méticuleusement tenues par un souci de «subvenir aux besoins d'une population essentiellement mouvante [...], prévoir les différentes étapes de son acheminement vers un départ définitif et contrôler les arrivées nouvelles.» Le *Final Statistical Report*, dernier document produit par les services de l'OIR en 1952, illustre le rôle joué par la statistique dans la construction du peuple DP: 54 mois d'intense investigation ont fait d'une population hétérogène une entité «réelle» aux contours rigoureusement cernés. Mais la réponse, sous forme de poème, que renvoie un DP à un questionnaire lui étant adressé, est indicative d'un profond décalage entre le travail social qui crée les DPs en corps homogène et la perception des individus supposés appartenir au groupe: «Would you please excuse me/That I nothing know/I am a number/In the long IRO raw<sup>48</sup>.»

L'un des corollaires de l'entreprise statistique conduite par l'OIR est l'émergence d'une civilisation matérielle commune à tous les DPs d'Allemagne. Ceux-ci reçoivent des rations alimentaires identiques dont la teneur en calories est codifiée par les services de santé de l'organisation. Le seuil de 1900 calories par jour est atteint en mai 1948, même si de nombreux réfugiés protestent encore de leur sous-alimentation: «la population allemande est mieux nourrie, et elle peut recourir à la grève en cas de malnutrition. Les réfugiés ne peuvent que souffrir et vendre leurs derniers objets.» L'espace alloué à chaque DP est lui aussi sujet à codification: «dans chaque chambre à trois rangées de lits, 10 % du sol devra être considéré comme couloir; [...] la taille des fenêtres ne sera jamais supérieure à un seizième de la surface du sol; les *cubicles* auront une hauteur minimum de 3 mètres<sup>49</sup>.» Le maintien d'un minimum d'hygiène est lui aussi réglementé: une douche par semaine et par DP, et «une toilette pour chaque groupe de 25 personnes».

48. «Excusez-moi/mais je ne sais rien/ je ne suis qu'un numéro/dans la grande ligne de l'IRO.»

49. AN, 43 AJ/980, OIR, *Standards of Accommodation*, 31 mai 1948.

## DOSSIER

*Figures d'exil*

Daniel G. Cohen  
*Naissance d'une nation :  
les personnes déplacées  
de l'après-guerre,  
1945-1951*

Pour Louise Holborn, la rationalisation de l'espace DP rend l'administration des camps de réfugiés similaire à celle de « n'importe quelle ville moderne. » L'OIR organise d'ailleurs dans ses camps diverses « DP-Municipalités », conseils municipaux auxquels les DP sont invités à participer et s'initier à la gestion démocratique d'une communauté.

C'est précisément le camp qui constitue, sous l'OIR, le « milieu naturel » du peuple des réfugiés. De 1945 à 1948, les camps de réfugiés sont principalement de trois types. Dans de rares cas et pour une courte période (mai à juillet 1945), certains camps de concentration (Belsen, Dachau) se transforment en camps de réfugiés improvisés. Beaucoup plus fréquent est l'usage que fit l'UNRRA des garnisons et casernes laissées vacantes par l'armée allemande défaite, telle la Funk-Kaserne de Munich. Enfin, les baraquements des camps de travailleurs du STO permettent de loger un nombre important de réfugiés hors des villes. Dans son effort de rationalisation, l'OIR « consolide » ce dernier type de camps en les transformant en structures uniformes et identiques. Rebaptisés « centres statiques », 424 « DP-camps » sont à partir de 1948 directement administrés par l'OIR et peuvent accueillir de 100 à 10000 réfugiés.

Cette renaissance, sous une forme humanitaire, de « l'univers concentrationnaire », répondait d'abord à des impératifs précis : loger et assister les réfugiés dans les conditions précaires de l'après-guerre, et les séparer d'une population civile allemande souvent hostile à leur égard. Le ressentiment des civils allemands envers les DP est lié aux meilleures conditions matérielles réservées aux réfugiés, qui vivent parfois, comme en zone française, dans des lotissements réquisitionnés de force. Dans l'après-guerre, l'image du DP dans la société allemande est celle d'un profiteuse malhonnête s'adonnant au marché noir et à toutes sortes de trafics illicites. Un sociologue allemand consacre d'ailleurs en 1949 une longue étude à une forme de déviance qu'il baptise *DP-Kriminalität*<sup>50</sup>.

Le camp constitue également pour beaucoup de réfugiés un abri précieux mettant un terme aux violences physiques et psychologiques subies durant la guerre. Un DP juif du camp de Feldafing (zone américaine) assimile ainsi son séjour de plus de deux ans dans un *DP-camp* à une forme d'émancipation : « Je me sentais libre et sans peur ; libéré du camp de concentration, et libéré du ghetto<sup>51</sup>. »

50. Karl Siegfried Bader, *Soziologie der deutschen Nachkriegskriminalität*, Tübingen, 1949 ; Wolfgang Jacobmeyer, *Vom Zwangsarbeiter zum Heimatlosen Ausländer*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1985, pp. 210-215.

51. Cité par Mark Wyman, *DP: Europe's Displaced Persons, 1945-1951*, Philadelphia, 1991, p. 135.

Mais le camp est surtout perçu comme un lieu de construction d'une culture d'exil. Le circuit fermé que représente le *DP-camp* permet l'enseignement et la perpétuation de la langue natale, l'organisation de fêtes folkloriques, l'expression musicale ou littéraire par le biais d'une presse spécifiquement DP. L'exemple de «l'université-en-exil» mise en place par les DPs d'origine balte montre ainsi comment le camp de réfugiés favorise l'émergence d'une conscience collective d'exil. Pour les DP juifs, le camp est le lieu où se façonne une identité collective sioniste et une culture «pionnière», stimulée par les liens unissant les camps de DPs juifs et l'État d'Israël naissant<sup>52</sup>.

Mais l'usage massif, dans l'après-guerre, du camp de réfugié comme structure d'accueil normative réaffirme également le lien unissant «secours» et «surveillance» à l'époque moderne, contradiction tragique de l'aide humanitaire apportée aux réfugiés depuis les lendemains de la Première Guerre mondiale. Ce lien devait s'intensifier au cours des années trente et être testé sur des centaines de milliers de réfugiés internés dans divers «camps de la honte». En 1945, le camp est alors instinctivement perçu par les organisations humanitaires à la fois comme le territoire et le milieu naturel du peuple réfugié. Ainsi, l'après-guerre met en pratique de façon systématique l'idée d'un espace inhérent à la condition de réfugié: «il était unanimement jugé nécessaire, déclare en 1955 un médecin-psychiatre ancien haut fonctionnaire de l'OIR, de placer les réfugiés – individus déracinés et profondément affectés – sous un contrôle centralisé et mobile; ceux-ci ne sont alors autorisés à oublier leur statut particulier [forget their special status] qu'au moment où ceux qui les contrôlent jugent le moment venu de le faire<sup>53</sup>.» Un observateur français note ainsi, de manière acerbe, que les «les DPs sont entièrement libres dans un rayon de cinq kilomètres.» Cette philosophie carcérale, il est important de le souligner, repose sur un credo humanitaire: pour l'OIR, le camp est une structure régénérative dans laquelle les personnes déplacées peuvent se rétablir physiquement, s'instruire et se préparer à redevenir productives, le combat contre l'oisiveté étant d'ailleurs une priorité de l'organisation. Le «DP-camp» d'après-guerre est donc à la fois une structure de résidence, de rééducation et de détention, dans lequel se forme l'âme du peuple réfugié, dont la caractéristique première est l'apathie.

52. Angelika Königseder, *Lebensmut im Wartesaal: die jüdischen DPs im Nachkriegsdeutschland*, Frankfurt sur Main, Fisher Taschenbuch, 1994.

53. Henry Brian Megget Murphy, *Flight and Resettlement*, Unesco, Paris, 1955, p. 58.

## DOSSIER

*Figures d'exil*

Daniel G. Cohen  
*Naissance d'une nation :  
les personnes déplacées  
de l'après-guerre,  
1945-1951*

Illustration non autorisée à la diffusion

*Groupe d'Estoniens entonnant l'hymne national dans un camp de réfugiés. © Picture Post, London.*

### Une pathologie de personne déplacée: «DP-apathy»

Le politologue français Jacques Vernant, auteur pour le compte de l'ONU d'un rapport exhaustif sur la situation des réfugiés dans le monde (1952), fait de ceux-ci la description suivante: «le réfugié présente souvent un manque total de motivation. Il ne dispose plus de l'élasticité nécessaire à un homme abattu quand il doit se réintégrer dans un nouveau cadre. Cette incapacité, tant physique que psychologique, est due à l'oisiveté forcée à laquelle le réfugié est contraint<sup>54</sup>.» Cette observation n'est pas seulement remarquable par sa définition *du* réfugié comme entité à la fois individuelle et masculine. Le réfugié aurait aussi son caractère propre, apathique, détaché et mélancolique. Sur-tout, en droite ligne avec les théories de la psychologie des peuples et du «caractère national», le peuple réfugié aurait son âme, forgée par cinq années de vie dans l'univers terne des camps de l'OIR.

Cette insistance sur le manque de concentration et le caractère apathique des DP est dans l'après-guerre le point de convergences de plusieurs types d'observation sociale, émanant de sociologues, médecins, agents de l'OIR ou d'organisations d'assistance. Cette identité pathologique assignée aux personnes déplacées est

54. Jacques Vernant, *The Refugee in the Post-War World*, New Haven, Yale University Press, London, 1953, p. 17.

souvent le fait d'observateurs de terrain. Ainsi, le psychiatre Henry Brian Megget Murphy parle pour sa part d'une véritable mentalité de camp de réfugiés («DP-camp mentality»), stimulée par le confinement dans un périmètre restreint et par la routine quasi-militaire des camps de l'OIR. Pour John Stoessinger, ancien *case worker* de l'OIR, le réfugié-type est un «être rude, irresponsable et finalement, complètement asocial». Le syndrome en question est celui d'une forme d'apathie spécifique aux réfugiés, résumée ainsi par R. Ristelhueber: «Ils vivent au jour le jour, s'efforçant si bien de ne plus penser au lendemain qu'ils y parviennent. Sérénité? Non pas. Pas même de la résignation, mais bien de l'apathie.»

Logiquement, cette perception du réfugié comme être fragile au caractère apathique bascule dans le monde de l'assistance. Le père Roger Braun, responsable des réfugiés au Secours catholique, recommande à ses assistantes sociales une approche particulière envers «le» réfugié: «Il faut avec délicatesse, le stabiliser, l'empêcher de se mouvoir dans un monde irréel et considérer le pays qui l'accueille comme un asile de nuit.» De même, le Service social d'aide aux émigrants constate que «quiconque a approché les réfugiés a pu remarquer leur esprit tendu, préoccupé [...]. Tout à leurs tristes pensées, ils ne parviennent pas à se concentrer sur les tâches nouvelles qui leur sont confiées<sup>55</sup>». Cette incapacité des DP à se concentrer sur les tâches requises par la reconstruction est aussi déplorée par une mission française de recrutement de travailleurs en Allemagne, confrontée «à la masse amorphe que constitue un camp de DP» et à «l'esprit moutonnier» des réfugiés «qui tous se précipitent vers le même groupe, l'agriculture par exemple»<sup>56</sup>. La pathologisation des personnes déplacées constitue ainsi le versant médical et psychologique de la constitution des réfugiés en peuple homogène réalisée entre 1945 et 1951.

Phénomène occulté par l'historiographie consacrée à l'après-guerre (historiographie relevant principalement de l'histoire politique), la formation d'un groupe «réfugié» issu des pratiques administratives homogénéisantes de l'OIR constitue un moment crucial dans l'histoire contemporaine des mouvements migratoires, de l'exil politique et du droit d'asile dans le monde occidental. En effet, un intense processus de rationalisation sépare l'univers des réfugiés et déplacés de 1945 du monde uniforme

55. Sur la «DP-apathy», voir D. G. Cohen, *The West and the Displaced...*, op. cit., chap. iv.

56. Centre des archives contemporaines, CAC 770623, art. 172. *Rapport commun établi par les membres de la mission d'information envoyée dans les trois zones d'occupation*, 9-23 février 1947.



## DOSSIER

*Figures d'exil*

Daniel G. Cohen  
*Naissance d'une nation :  
les personnes déplacées  
de l'après-guerre,  
1945-1951*

57. Voir à ce sujet, Gil Loesher  
et John Scallan, *Calculated Kindness:  
Refugees and America's half-open door,  
1945 to the present*, New York,  
Free Press, 1986.

des DP standardisés produits par l'OIR dans les camps de réfugiés d'Allemagne. Cette agence de l'ONU, surnommée « première agence de voyages du Monde », contribua sans aucun doute à trouver une solution expéditive et efficace au problème des réfugiés d'après-guerre. Une lecture moins « humanitaire » de l'action de l'OIR permet cependant de mettre à nu un bouleversement fondamental : au sortir de l'après-guerre, les réfugiés forment, à leur insu, un peuple cohérent, prêt à s'insérer dans l'espace social que créera pour lui la Convention de Genève de 1951 adoptée par la majorité des pays occidentaux à l'exception des États-Unis.<sup>57</sup> Dernier grand texte du droit humanitaire ébauché dans l'immédiat après-guerre (Déclaration universelle des droits de l'homme, Convention sur le génocide, etc.), la Convention de Genève cristallise, par le droit, l'existence du peuple réfugié façonné par l'OIR. C'est en effet sous l'impulsion déterminante du droit – et de son pouvoir réificateur – que les réfugiés se transforment alors en catégorie sociale. Celle-ci, plus que jamais omniprésente dans l'Europe d'aujourd'hui, reste comme dans l'après-guerre privée de toute possibilité d'accès autonome à la représentativité.